



« Les sondages ne sont en rien prédictifs »

Pierre Taribo

Jean Chiche est chercheur au CEVIPOF (Centre de recherche politiques de Sciences Po). Ses travaux se sont développés dans les domaines du COMPORTEMENT ÉLECTORAL et de la MÉTHODOLOGIE DES SONDAGES.



Il y a actuellement inflation des sondages, ont-ils un rôle et un impact dans la course à l'Élysée ? A six mois de la présidentielle sont-ils fiables et utiles ?

Jean Chiche « Inflation des sondages oui. On ne peut que constater une augmentation quasi exponentielle depuis 2002. Sont-ils fiables ? Il y a de multiples réponses. D'abord est-ce que cela amène quelque chose ? Pas vraiment, en tout cas pour prévoir un résultat quelconque, nous sommes trop loin, nous ne connaissons pas la liste des candidats, l'offre n'est pas du tout cristallisée. Ils servent simplement à départager au sein des camps d'éventuels rapports de force. Ils ne servent qu'à ça, à donner en gros des rapports de force nationaux : gauche,

droite, extrême droite, L'abstention ils ne savent pas faire. Donc, nous en sommes-là. Cela m'amène à répondre à votre question sur la fiabilité. La loi sur les sondages dans sa deuxième mouture, même si elle a été profondément amoindrie et quasi annulée par l'Assemblée nationale après le très beau travail qui avait été fait au Sénat par Jean-Pierre Sueur, impose un minimum de garde-fous et notamment des marges d'erreur. C'est-à-dire que les intentions de vote telles qu'elles sont données par les médias, devraient être encadrées de bornes. Si ce travail était réellement fait on s'apercevrait que les sondages actuels ne donnent pas de zone de recouvrement. A part Emmanuel Macron qui est aujourd'hui un peu en avance, tous les autres sont dans les zones de recouvrement, c'est-à-dire qu'on ne peut pas départager Marine Le Pen, Xavier Bertrand, Valérie Pécresse, Jean-Luc Mélenchon, c'est impossible. Je ne parle même pas de Eric Zemmour, cette création artificielle. Le fait de l'avoir mis dans la liste des personnalités pouvant participer éventuellement à l'élection présidentielle pose encore problème. A mon sens les sondages sont indispensables pour l'analyse et la compréhension en science politique mais ils ne sont en rien prédictifs. »

Les sondeurs nous font croire qu'ils examinent l'opinion publique à la loupe, mais les

échantillons qu'ils interrogent sont-ils vraiment représentatifs ? La méthodologie est-elle incontestable ?

« Là encore il faut distinguer parmi les différents opérateurs. Je m'exprime comme statisticien ancien président du groupe en-L quête-analyse de la Société française de statistiques. Vous avez pour réaliser un sondage besoin d'une base avec des adresses, des numéros de téléphone, des e-mails complète. Pour une élection ce serait l'ensemble des inscrits. Nous n'en disposons pas. Seule l'Insee dispose de cette information et n'a pas le droit de la transmettre. Donc, dans un premier temps, on ne peut pas avoir de base de sondage propre. »

Dans ce cas que font les instituts spécialisés ? « Ils travaillent à partir d'une population âgée de dix-huit ans et plus en posant la question : êtes-vous inscrit ou non sur les listes électorales ? Ils vont continuer à interroger ceux qui répondent oui. Donc premier filtre. Vous avez cette base de sondage. Pour qu'un échantillon soit complètement propre, il devrait être fait aléatoirement, tiré au hasard au sein d'un nombre d'individus à interroger. Plus vous avez un nombre important de personnes, plus la fiabilité est forte parce que moins les marges d'erreur sont importantes. Si vous prenez un échantillon beaucoup plus restreint, vous augmentez la marge d'erreur. Vous êtes complètement en aléatoire. Or ceux qui disposent d'une base de sondage propre sont



[Cliquez ici pour voir la page source de l'article](#)

14 octobre 2021

les organismes de statistiques publics : l'Insee, l'Institut national d'études démographiques, l'institut de santé publique. S'il était possible de tirer des échantillons de cette base, alors les sondages seraient très fiables. »

© DR **Comme c'est impossible, que se passe-t-il chez les sondeurs ?** « Les instituts privés travaillent avec des sondages non probabilistes. C'est-à-dire qu'on va tirer au hasard et avec un large contrôle soit avec une stratification soit avec des quotas. La stratification permet de décomposer la base de sondage en trois groupes : par exemple on va prendre la France et on va la décomposer en grandes régions, ensuite ils vont décomposer les individus en fonction de quotas. Ces quotas posent question. On a les données de recensement ou les données de l'enquête emploi de l'Insee qui sont les données de références. C'est ce qui permet de dire il y a X% de Français ou de Françaises, âgés de 18 à 24 ans mais ce ne sont pas les inscrits sur les listes électorales et ça, on ne le sait pas. Donc on applique ces quotas en espérant que ça colle. Premier petit biais. Ça fait plus d'un demi-siècle qu'on travaille comme ça mais n'empêche, je pense qu'il y a un souci là-dessus. Deuxième souci, une fois que vous avez vos quotas, vous allez envisager d'administrer un questionnaire aux personnes qui ont été sélectionnées, mais il y a trois moyens de le faire : le face-à-face, vous envoyez des enquêteurs sonner aux portes, ce qui ne marche plus car outre les difficultés d'accès c'est extrêmement onéreux. Deuxième moyen le téléphone ce qui sous-entend d'avoir des bases de sondages à peu près correctes. La multiplicité des opérateurs a fait qu'il a été difficile

de concevoir des échantillons. Aujourd'hui, il existe des modèles qui permettent à partir des indicateurs géographiques plus les 06 et 07 pour les portables d'échantillonner en mélangeant tout ça. Mais la possibilité d'obtenir des réponses au téléphone a extraordinairement baissé. Le taux de réponse est un biais majeur. Plus le taux de réponse est bas et plus on se rapproche du hasard et en plus au téléphone il y a l'effet enquêteur auquel on veut faire plaisir en répondant ce qu'il pense et de ce fait on construit une opinion publique qui n'existe pas. Troisième solution les enquêtes web qui se sont développées puis une dizaine d'années car elles sont moins chères. Les tests que j'ai faits pour le Cevipof montrent que le corps électoral quand l'abstention est faible répond beaucoup et peu quand l'abstention est forte. Les gens interrogés on line correspondent à peu près au corps électoral, c'est-à-dire qu'on interroge des votants potentiels. C'est l'inverse quand la participation est faible. Là encore on s'éloigne de résultats fiables. Sur ces enquêtes on line, il y a un problème de base de sondage. C'est quoi l'ensemble de tous les mails des Français ? Ça n'existe pas. Les instituts achètent ou construisent des fichiers de panelistes ou pour les plus gros d'entre eux, ils vont les constituer. Tout est dans la façon dont ils vont les recruter et par quels moyens ils vont grossir leur fichier de panelistes avec des volontaires. Sont-ils intéressés par la politique ? Maîtrise-t-on leur variable d'intérêt ? »

« LA HIÉRARCHIE DES ENJEUX VA FOURNIR AUX PARTIS POLITIQUES LEUR THÉMATIQUE DE CAMPAGNE. »

« LE CORPS ÉLECTORAL,

QUAND L'ABSTENTION EST FAIBLE, RÉPOND BEAUCOUP ET PEU QUAND L'ABSTENTION EST FORTE. »

Pour résumer la méthodologie n'est pas incontestable ? « Les conditions actuelles rendent beaucoup plus difficiles la pratique d'enquêtes et rendent le résultat moins solide. »

Pour résumer la méthodologie n'est pas incontestable ? « Les conditions actuelles rendent beaucoup plus difficiles la pratique d'enquêtes et rendent le résultat moins solide. »

Après le fiasco des régionales qui n'était pas le premier, comment les instituts de sondages peuvent encore rythmer la vie politique ? « Les sondages ne se trompent pas aux élections nationales, sauf en 2002. Ils se trompent aux élections locales. C'est encore un problème d'échantillon. Les enquêtes on line dans les régions où il y a la fracture numérique, c'est absurde. Les enquêtes par téléphone sur 500 personnes, c'est carrément du truisme. Comment avoir des résultats fiables avec de tels moyens ? »

Au fond cette dictature des sondages, n'est-elle pas faite pour donner de l'intérêt à la politique au quotidien qui intéresse de moins en moins les électeurs ? « C'est une question plus politique. Elle permet aux partis de sélectionner à la fois leur candidat et de fourbir leurs arguments de campagne. Les instituts ne vont pas imaginer ce qui est dans la tête des gens. La hiérarchie des enjeux va fournir aux partis politiques leur thématique de campagne. Est-ce que ce que prône Zemmour est vraiment premier dans la tête des électeurs plutôt que le pouvoir d'achat ?